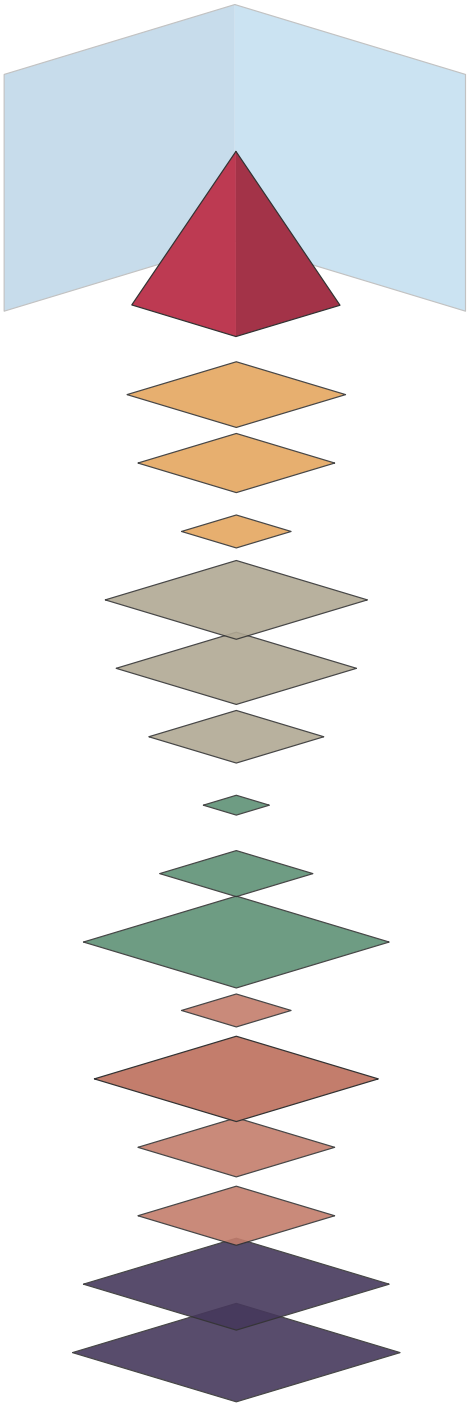
INDICE MONDIAL DU CRIME ORGANISÉ

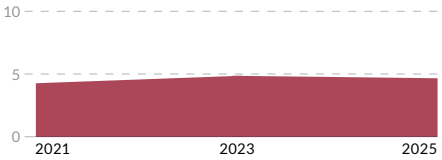
GLOBAL INITIATIVE AGAINST TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME

SUISSE



4.65 ↘0.22
SCORE DE CRIMINALITÉ

124e sur 193 pays ↘18
27e sur 44 pays européens ↘5
7e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest ↘1



MARCHÉS CRIMINELS	4.80	↗0.17
TRAITE DES PERSONNES	5.00	0.00
TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS	4.50	↗1.00
RACKET D' EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	2.50	0.00
TRAFIC D' ARMES	6.00	↗0.50
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	5.50	↘0.50
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	4.00	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	1.50	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	3.50	↗0.50
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	7.00	0.00
COMMERCE D' HÉROÏNE	2.50	0.00
COMMERCE DE COCAÏNE	6.50	↗0.50
COMMERCE DE CANNABIS	4.50	0.00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	4.50	↗0.50
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	7.00	0.00
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	7.50	0.00

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	4.50	↘0.60
GROUPES DE TYPE MAFIEUX	3.50	↘1.00
RÉSEAUX CRIMINELS	3.00	↘1.00
ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT	1.50	↘0.50
ACTEURS ÉTRANGERS	7.00	↘0.50
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	7.50	0.00

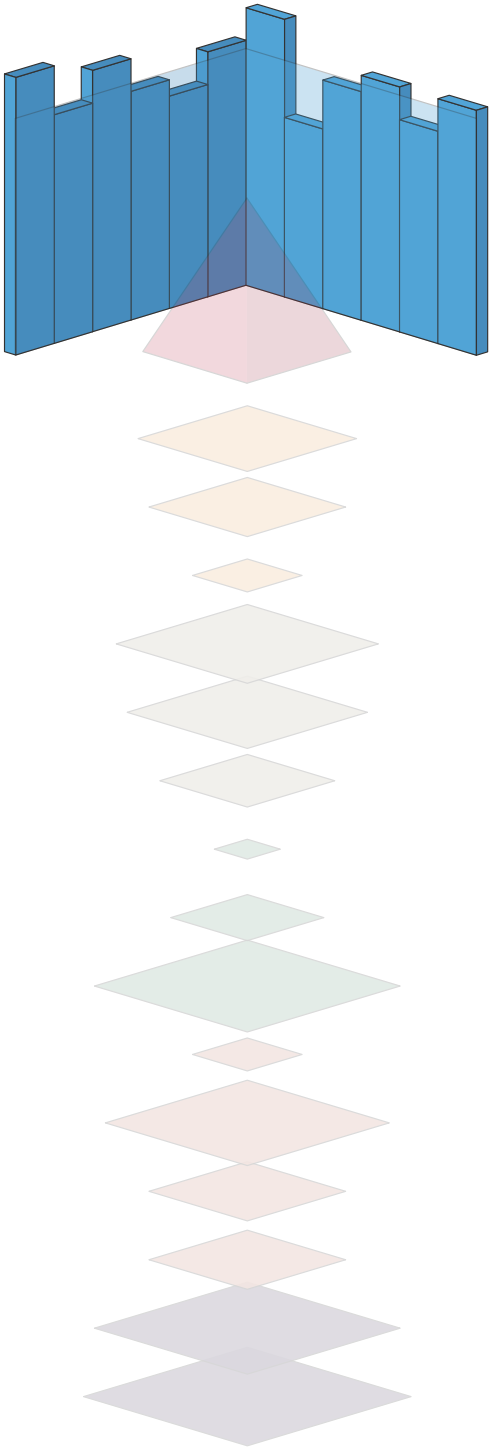
Financé par le gouvernement des États-Unis.

enact

Funded by the European Union

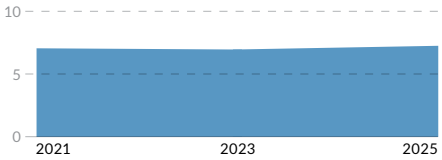
Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

SUISSE



7.25 ↗0.21
SCORE DE RÉSILIENCE

24e sur 193 pays ↗1
17e sur 44 pays européens -
9e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest -



LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	8.50	0.00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	7.00	↗1.00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	8.00	0.00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	7.00	0.00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	6.50	↘0.50
FORCES DE L' ORDRE	7.50	0.00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	8.50	0.00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT	5.50	↗0.50
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	7.00	↗1.00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	7.50	↗0.50
PRÉVENTION	6.50	↗0.50
ACTEURS NON ÉTATIQUES	7.50	↘0.50

Financé par le gouvernement des États-Unis.

enact

Funded by the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La Suisse constitue à la fois un pays de destination et de transit pour la traite des personnes, les victimes étant principalement exploitées dans la prostitution, le travail domestique, la construction et la restauration. La demande constante de travailleurs du sexe constitue un facteur important de la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle. Les victimes proviennent d'un large éventail de pays, notamment du Nigeria, de la Roumanie, du Brésil et de la Hongrie, les ressortissants d'origine africaine constituant la proportion la plus importante. Des réseaux criminels nigérians, notamment la confrérie Black Axe, ont été identifiés comme étant actifs sur ce marché criminel. La traite des personnes est souvent sous-déclarée en raison des difficultés rencontrées par les victimes pour obtenir un permis de séjour, ce qui limite leur accès à la protection. Des méthodes de recrutement en ligne, telles que des comptes de réseaux sociaux proposant de fausses offres d'emploi dans le domaine de la garde d'enfants, sont de plus en plus utilisées pour attirer des jeunes femmes vers la prostitution forcée. Des cas impliquant des ressortissantes aux origines albanaises exploitées dans ces conditions ont été signalés, ainsi que des affaires impliquant des trafiquants originaires de Thaïlande, du Nigéria et d'Espagne. Si les réfugiés ukrainiens restent exposés à ce risque, les autorités suisses et les ONG n'ont identifié à ce jour qu'un seul cas suspect de traite des personnes impliquant une victime ukrainienne.

La Suisse constitue également un pays de destination et de transit pour le trafic d'êtres humains, en particulier via sa frontière sud avec l'Italie et sa frontière est avec l'Autriche. Les migrants empruntent divers itinéraires, notamment le train, la voiture et les services de bus internationaux. Beaucoup n'ont pas l'intention de rester en Suisse, mais l'utilisent comme point de transit vers d'autres pays européens. Le marché du trafic d'êtres humains est en expansion, la Suisse étant de plus en plus ciblée par des réseaux criminels organisés, avec des cas notables impliquant des ressortissants aux origines kurdes irakiennes et des migrants afghans introduits clandestinement sur le territoire suisse. L'utilisation de faux documents de haute qualité a été observée dans des opérations de trafic d'êtres humains, en particulier celles provenant d'Europe du Sud-Est. Des cas de racket d'extorsion et de chantage à la protection ont été signalés en Suisse. Des gangs de motards, notamment les Bandidos et les Hells Angels, ont été impliqués dans des affaires d'extorsion violente, dont un procès très médiatisé en 2024 impliquant des actes de torture.

COMMERCE

Le marché du trafic d'armes en Suisse est façonné par les taux élevés de détention d'armes à feu dans le pays et par une réglementation relativement souple en la matière. La Suisse est devenue un point d'approvisionnement en armes des réseaux criminels, notamment les réseaux mafieux italiens et les gangs de motards hors-la-loi, qui exploitent la souplesse du cadre juridique pour acquérir des armes. Des cas de cambriolages d'armureries commis par des groupes criminels français, belges et roumains ont été documentés, les armes à feu volées sont ensuite introduites sur le marché illicite. Le nombre d'infractions liées aux armes a augmenté ces dernières années. Par ailleurs, la Suisse sert de point de transit pour les réseaux de contrebande d'armes opérant dans toute l'Europe, qui approvisionnent d'autres groupes criminels des pays voisins.

Le commerce de produits de contrefaçon est en expansion et les entreprises suisses, en particulier dans les secteurs de l'horlogerie et du luxe, subissent des pertes économiques importantes. D'autres produits de contrefaçon, notamment des produits pharmaceutiques, des appareils électroniques et des vêtements de marque, ont été trouvés en circulation sur les marchés suisses. L'essor du commerce électronique a facilité la distribution de produits de contrefaçon, les services postaux suisses interceptant quotidiennement de petits envois contenant des articles de luxe contrefaits.

Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, en particulier les cigarettes de contrebande, reste très répandu, avec des itinéraires de trafic s'étendant de l'Afrique à l'Europe. L'aéroport de Genève a enregistré une augmentation des saisies de cigarettes, impliquant souvent des trafiquants qui dissimulaient de grandes quantités dans leurs bagages personnels. Un cas notable a concerné un agent des douanes de l'aéroport de Bucarest, en Roumanie, qui a été arrêté pour avoir facilité l'introduction de cigarettes de contrebande vers la Suisse en falsifiant des factures d'exportation. Il a également été signalé que des réseaux de contrebande de cigarettes utilisaient des camions dissimulés parmi d'autres marchandises légales afin de contourner les contrôles aux frontières.

ENVIRONNEMENT

La Suisse est considérée comme un pays à faible risque en matière d'exploitation forestière illégale, bien que des cas limités d'abattage non autorisé aient été signalés. Le pays demeure une destination pour le bois d'origine illicite, souvent accompagné de documents falsifiés. Des importations illégales de bois, en particulier en provenance d'Asie du Sud-Est, ont été relevées lors d'inspections douanières récentes.

Le commerce illégal d'espèces sauvages demeure en grande partie opportuniste, avec des cas impliquant des perroquets, des tortues et des oiseaux sauvages protégés, introduits en contrebande pour être vendus. Le trafic illégal de caviar, principalement en provenance d'Europe de l'Est et de Russie, est également documenté. Le rôle de la Suisse en tant que pays de transit pour la contrebande d'animaux exotiques s'est accru, les marchés de reptiles attirant les trafiquants d'espèces sauvages illicites. Les autorités ont saisi des cargaisons d'espèces protégées entrant en Suisse par fret aérien, souvent destinées à des collectionneurs privés.

La contrebande d'or est un problème majeur, la Suisse faisant à la fois office de point de transit et de destination pour l'or illicite provenant d'Afrique et d'Amérique latine. Des acteurs de la criminalité, y compris des groupes de type mafieux, exploitent l'opacité du système de commerce de l'or, en recourant à des raffineries suisses pour blanchir leurs profits illicites. Lors d'une opération d'envergure, les autorités ont démantelé un réseau de contrebande d'or provenant d'Amérique du Sud vers les marchés européens via la Suisse. Le blanchiment d'argent par le biais de transactions sur l'or reste un problème important en raison de la difficulté à retracer l'or extrait illégalement.

DROGUES

La Suisse est une destination pour le trafic de l'héroïne, dont la distribution est contrôlée par des groupes ethniques albanais et des groupes de type mafieux italiens. L'héroïne est principalement produite en Afghanistan, puis acheminée clandestinement vers la Turquie et la Suisse via les Balkans occidentaux. Cependant, des données récentes montrent que ces groupes de type mafieux collaborent également avec des cartels sud-américains afin d'importer d'énormes quantités d'héroïne en Europe, en transitant par la Suisse. Le programme de traitement assisté à l'héroïne mis en place dans le pays a permis de réduire la demande illicite, mais les saisies se poursuivent, en particulier dans les aéroports.

Le trafic de cocaïne a augmenté, la Suisse devenant un point de transit majeur. La 'Ndrangheta joue un rôle central, aux côtés d'autres groupes opérant depuis l'Amérique du Sud. La pureté de la cocaïne a augmenté tandis que les prix ont baissé, la rendant plus accessible. La consommation de crack est également en hausse, ce qui suscite des inquiétudes en matière de santé publique. Selon l'analyse des eaux usées, certaines villes suisses se classent parmi les premières villes européennes en matière de consommation de cocaïne.

Le cannabis reste la drogue illicite la plus consommée, avec une valeur marchande annuelle considérable qui profite aux acteurs de la criminalité. Si l'essentiel de l'offre est national, les importations en provenance du Maroc ont augmenté. Les saisies à grande échelle témoignent d'un commerce clandestin florissant, malgré les discussions réglementaires en cours sur la légalisation.

Les drogues de synthèse, notamment la MDMA et la méthamphétamine, sont également en augmentation. Ces dernières années, les saisies de drogues de synthèse aux frontières ont considérablement augmenté, des centres de production situés aux Pays-Bas, en Belgique et en Europe de l'Est approvisionnant le marché suisse. Les forces de l'ordre ont démantelé un laboratoire de drogues de synthèse, soulignant des risques liés à la production locale. L'analyse des eaux usées a révélé une augmentation de la consommation d'amphétamines et d'ecstasy dans les principales villes suisses.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La Suisse connaît un niveau important de criminalité cyberdépendante, avec des attaques par ransomware et des infections par des logiciels malveillants affectant les entreprises et les particuliers. Les signalements d'incidents de criminalité cyberdépendante ont été fréquents ces dernières années, des groupes de hackers liés à la Chine, à la Russie et à l'Iran ayant pris pour cible des institutions suisses. Le groupe de hackers pro-russe NoName a mené plusieurs attaques DDoS contre des sites web du gouvernement suisse. En janvier 2024, des hackers ont volé des données gouvernementales sensibles, suscitant des inquiétudes quant aux vulnérabilités de la sécurité numérique de l'État. Les autorités suisses ont également constaté une augmentation des escroqueries impliquant des monnaies numériques, ce qui complique encore davantage l'action des forces de l'ordre. Fausses menaces d'attaques à l'acide ou d'attentats à la bombe ont été signalés, signalements d'incidents de criminalité cyberdépendante.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La Suisse demeure un centre mondial du secret financier, la plupart des risques étant liés à des affaires de corruption internationale. Les scandales récents, notamment la fraude bancaire libanaise, illustrent les vulnérabilités systémiques. Des banques suisses ont été impliquées dans des affaires d'aide à la dissimulation d'avoirs criminels. Des mesures réglementaires, notamment des amendes et des saisies d'avoirs, ont visé les grandes institutions financières. Malgré les efforts déployés pour renforcer les mesures de lutte contre le blanchiment d'argent (AML), les fraudes à l'investissement et l'évitement fiscal restent courantes. Les signalements d'escroqueries financières en ligne ont doublé ces dernières années, la fraude occupant une place croissante dans le paysage de la criminalité financière en Suisse. Les criminels utilisent des escroqueries par hameçonnage, l'usurpation d'identité vocale et des images ou vidéos modifiées pour faire chanter leurs victimes. Les techniques de fraude basées sur l'intelligence artificielle sont de plus en plus sophistiquées.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

En ce qui concerne les groupes de type mafieux locaux, les plus notoires sont les Hells Angels et les Bandidos, qui sont présents dans le pays. Ces gangs de motards sont impliqués dans le trafic de drogue et d'armes, le trafic d'êtres humains et l'extorsion. Les rivalités entre ces groupes ont parfois donné lieu à des affrontements violents. Cependant, leur impact global reste limité. Le pays ne compte par ailleurs que peu de réseaux criminels nationaux, le marché criminel suisse étant largement contrôlé par des acteurs étrangers.

La Suisse dispose généralement d'institutions solides et affiche de faibles niveaux de corruption, mais des faiblesses ont été observées en matière de réglementation de l'intégrité et de transparence du lobbying. S'il n'existe pas d'éléments probants attestant d'une implication criminelle systématique d'acteurs intégrés à l'État dans des activités criminelles, des cas sporadiques de corruption ont suscité des inquiétudes.

La Suisse abrite un ensemble complexe de réseaux criminels internationaux, parmi lesquels des groupes mafieux italiens – en particulier la 'Ndrangheta – bien implantés dans les communautés locales grâce à des activités économiques telles que l'immobilier et la restauration, et impliqués dans le blanchiment d'argent et le trafic de drogue tout en évitant la violence ouverte. La Camorra et la Sacra Corona Unita se concentrent sur le trafic d'armes, de drogue et de traite des personnes. Ces groupes exploitent la situation géographique et les systèmes financiers de la Suisse à des fins de logistique illicite et de blanchiment d'argent. Parallèlement, ressortissants d'origines albanaises et la « Mocro Mafia » opérant depuis les Pays-Bas et la Belgique jouent un rôle majeur dans le commerce d'héroïne et de commerce de cocaïne, collaborant au-delà des frontières. Des réseaux ouest-africains, en particulier les groupes nigérians comme Black Axe, sont impliqués à la fois dans le trafic de drogue et la prostitution forcée, tandis que des gangs roumains ont mené une vague de vols de distributeurs automatiques de billets à l'aide de technologies de pointe. Le caractère transnational de ces groupes représente un défi pour les forces de l'ordre suisses en raison de leur coordination au-delà des frontières européennes et de leur capacité à échapper aux poursuites judiciaires.

Le secteur privé suisse demeure vulnérable à l'exploitation par des groupes criminels organisés, en particulier dans les secteurs financier et immobilier. Malgré des améliorations réglementaires, l'application des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent présente encore d'importantes faiblesses. Une étude récente a révélé qu'une entreprise suisse sur trois admettrait avoir versé des pots-de-vin à l'étranger et que plus de la moitié avait été confrontée à des demandes de corruption. De plus, les banques suisses ont été impliquées dans d'importants scandales internationaux de blanchiment d'argent, tels que la fraude bancaire libanaise. En réponse, le gouvernement suisse a introduit des obligations de diligence raisonnable plus strictes, exigeant un renforcement des obligations de déclaration des institutions financières et des entreprises à haut risque. Des avocats, notaires et agents immobiliers ont également été identifiés comme facilitateurs de la criminalité financière, permettant souvent aux criminels de dissimuler des avoirs. Les groupes criminels organisés continuent d'exploiter ces faiblesses, utilisant les entreprises suisses comme relais pour les flux financiers illicites.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

La Suisse a adopté une position ferme contre le crime organisé à travers diverses initiatives gouvernementales, notamment en accueillant des conférences axées sur la lutte contre la traite des personnes et en participant à des opérations internationales de répression de la contrefaçon de produits pharmaceutiques. Le gouvernement a également fait de la criminalité cyberdépendante un axe prioritaire d'intervention, en créant des unités spécialisées pour lutter contre les menaces cybernétiques. Cependant, la structure politique dominée par des coalitions affaiblit le débat critique, car la majorité des parlementaires appartiennent à des partis au pouvoir, laissant peu de place à un contrôle exercé par l'opposition. Si la Suisse obtient de bons résultats en matière de gouvernance, son approche de la lutte contre le crime organisé présente encore des lacunes. Par exemple, le discours politique du pays contre le crime organisé ne se traduit pas toujours par un financement suffisant, comme en témoignent les contraintes financières imposées à la police fédérale. La Suisse a subi des pressions internationales, notamment de la part de la Belgique et des Pays-Bas, pour renforcer ses mesures contre le crime organisé afin d'empêcher toute infiltration supplémentaire par des groupes de type mafieux.

La Suisse maintient un niveau élevé de transparence gouvernementale, renforcé par les réformes anticorruptions de 2023 et les nouvelles règles de transparence obligeant les entités politiques à divulguer le financement de leurs campagnes électorales. Bien que le Groupe d'États contre la corruption du Conseil de l'Europe ait constaté des progrès limités dans la gestion des conflits d'intérêts, la réglementation du lobbying et la lutte contre le népotisme – en particulier compte tenu des risques d'influence indue

exercée par des acteurs du secteur privé –, la transparence accrue du financement des partis politiques en Suisse a été mise en œuvre et a donné des résultats positifs. La législation suisse sur le droit d'accès à l'information demeure toutefois insuffisante, en raison des mécanismes peu efficaces et d'une application insuffisante des obligations de publication publique. Malgré ces défis, le pays maintient une forte transparence budgétaire. Les allocations budgétaires et les dépenses publiques restent accessibles au public, et les organisations de la société civile jouent un rôle important dans le contrôle des dépenses de l'État.

La Suisse participe activement à la coopération internationale en matière de criminalité organisée, en adhérant à divers traités et accords. Elle a conclu des accords d'extradition avec les États membres de l'UE et a facilité la restitution d'avoirs illicites à des gouvernements étrangers. Les autorités suisses ont également intensifié leur participation aux opérations d'Europol et d'Interpol, contribuant ainsi au démantèlement d'organisations criminelles transnationales. Toutefois, la Suisse fait l'objet de critiques pour son retard en matière de coopération internationale dans la lutte contre le blanchiment d'argent, ce qui a conduit le Groupe d'action financière (GAFI) à demander l'amélioration des mécanismes de partage d'informations. Malgré ces préoccupations, la Suisse continue de se conformer aux principales conventions internationales relatives à la criminalité, notamment la CNUCT et la CITES, et a renforcé la coopération policière transfrontalière avec ses partenaires européens.

Les politiques et les législations nationales suisses traitent de manière complète la criminalité organisée, prévoyant notamment des sanctions sévères pour la traite des personnes, le trafic de drogue et la criminalité financière. La Suisse a autorisé des programmes pilotes encadrant la production et la vente de cannabis récréatif dans plusieurs grandes villes, mais l'impact total de ces réformes sur le marché illicite reste incertain. Si des cadres législatifs existent pour lutter contre les groupes de type mafieux, la loi suisse ne criminalise pas explicitement l'appartenance à de telles organisations, une lacune qui a suscité des critiques. Les efforts visant à introduire des mesures plus strictes à l'encontre des individus liés à la mafia ont par ailleurs été rejetés par le passé. Le gouvernement a également renforcé la législation contre la criminalité cyberdépendante, en créant des unités spécialisées pour lutter contre les menaces numériques. Malgré ces progrès, des critiques estiment que les cadres juridiques restent insuffisants pour empêcher le crime organisé d'infiltrer les secteurs économiques légitimes.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire suisse est structuré de manière à traiter les affaires de criminalité organisée tant au niveau cantonal que fédéral. Cependant, les liens étroits entre le pouvoir judiciaire et les partis politiques ont jeté le doute sur son impartialité, car les juges doivent se représenter aux élections tous les six ans et verser des contributions financières à leurs partis respectifs.

Par ailleurs, l'Office fédéral de la police (Fedpol) a récemment reconnu que le crime organisé avait démontré sa capacité à s'infiltrer dans le système judiciaire suisse et que les ressources policières actuelles étaient insuffisantes pour le combattre efficacement. Les conditions de détention sont généralement adéquates, mais la surpopulation carcérale reste un problème persistant, en particulier dans les centres de détention du Tessin et de la Suisse romande. Les autorités étudient des alternatives à l'incarcération afin de réduire cette pression.

En Suisse, les forces de l'ordre sont réparties entre les autorités fédérales et cantonales, avec des unités spécialisées dans la criminalité organisée, la criminalité financière et les cybermenaces. La confiance dans la police reste élevée, des enquêtes indiquant une forte confiance du public. Toutefois, des pénuries d'effectifs ont mis sous pression les capacités d'enquête. La Suisse reste engagée dans la coopération policière internationale par l'intermédiaire d'Europol et d'Interpol, participant activement aux enquêtes transfrontalières et aux initiatives de partage de renseignements.

La Suisse maintient une forte intégrité territoriale, avec des frontières généralement bien surveillées. Cependant, la frontière entre la Suisse et l'Italie reste un point sensible pour le trafic de drogue et la traite des personnes. En réponse à cela, du personnel supplémentaire a été déployé au Tessin ces dernières années afin de renforcer les opérations de sécurité. La Suisse bénéficie de la stabilité de ses pays voisins, ce qui allège la pression sur ses contrôles frontaliers. De plus, l'Allemagne a renforcé ses contrôles à la frontière avec la Suisse afin de lutter contre la criminalité transfrontalière. L'Office fédéral des douanes et de la sécurité des frontières supervise les mesures de sécurité aux frontières, bien que les effectifs aient légèrement diminué par rapport aux années précédentes. La cybersécurité est également devenue une priorité, la Suisse ayant adopté une nouvelle stratégie nationale pour la combattre.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

La Suisse a introduit de nouvelles réglementations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent afin de renforcer la surveillance des transactions financières et des avoirs liés au crime organisé. Ce cadre étend les obligations de diligence raisonnable aux professionnels du droit, aux comptables et aux conseillers financiers impliqués dans des opérations

financières à haut risque. La forte augmentation du nombre de déclarations d'opérations suspectes (SAR) a également contraint la cellule de renseignement financier (CRF) à passer d'une approche fondée sur les risques à une approche fondée sur les ressources disponibles. En réponse, la CRF a mis en place un système de triage qui donne la priorité aux SAR liées à la criminalité organisée grave, tout en n'offrant qu'un bref examen des autres infractions potentielles. Malgré ces améliorations, la Suisse reste sous surveillance en raison de ses faiblesses dans l'application de la législation anti-blanchiment. Le GAFI a exhorté les autorités suisses à adopter une approche plus systématique de la lutte contre la criminalité financière, invoquant des vulnérabilités dans les processus de diligence raisonnable à l'égard de la clientèle. Cependant, la Suisse a amélioré sa position dans les évaluations du GAFI, en particulier dans le domaine de la coopération internationale. De plus, l'Union européenne a retiré la Suisse de sa liste de surveillance des paradis fiscaux, reconnaissant les récentes améliorations réglementaires.

L'environnement économique de la Suisse reste l'un des plus stables au monde, se classant parmi les meilleurs en matière de liberté économique et de réglementation favorable aux entreprises. Le pays continue d'attirer d'importants investissements étrangers. Son cadre juridique solide protège les droits de propriété, consacrés par la Constitution suisse et garantis par un ensemble complet de lois. L'entrepreneuriat est dynamique, avec une augmentation notable du nombre de nouvelles start-ups en 2024, en particulier dans les métiers spécialisés, le conseil et l'immobilier. Les entreprises individuelles ont enregistré la croissance la plus rapide, tandis que les sociétés à responsabilité limitée restent la forme juridique la plus courante. Cependant, la criminalité économique demeure préoccupante, notamment en ce qui concerne le secret financier et l'évitement fiscale. La Suisse a renforcé la supervision des transactions immobilières et fiduciaires afin d'atténuer les risques de blanchiment d'argent. Les partenariats public-privé, tels que la collaboration entre les institutions financières et le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent, visent à améliorer le partage d'informations et la détection des crimes financiers.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

La Suisse dispose d'un cadre complet de soutien aux victimes et aux témoins, en particulier dans les affaires de traite des personnes. Des centres d'hébergement financés par l'État et des services d'aide juridique sont accessibles aux victimes de la traite, bien que les acteurs non étatiques continuent de jouer un rôle majeur dans l'accompagnement à long terme. La législation suisse prévoit des dispositions relatives à la protection des témoins, coordonnées par l'Office fédéral de la police (Fedpol). Cependant, le pays ne dispose actuellement d'aucun cadre juridique complet pour la protection des lanceurs d'alerte. Les entités privées ne sont pas tenues de mettre en place des systèmes d'alerte, bien qu'elles puissent le faire à titre volontaire. En février 2024, le Parlement a rejeté un projet de loi visant à renforcer la protection des lanceurs d'alerte, malgré le soutien des associations professionnelles. Néanmoins, des efforts continuent d'être déployés à différents niveaux pour renforcer les protections, certaines initiatives cantonales offrant des garanties limitées. Le canton de Genève a adopté la « Loi sur la protection des lanceurs d'alerte au sein de l'État », qui protège les lanceurs d'alerte contre les représailles, les préjudices professionnels et les accusations de violation de la confidentialité ou du secret professionnel.

Les efforts de prévention contre le crime organisé comprennent des campagnes de sensibilisation aux cybermenaces et à la traite des personnes. La Suisse a lancé son guide de lutte contre la traite destiné aux institutions financières, visant à améliorer la détection des flux financiers illicites liés aux réseaux de traite. Le pays dispose d'une politique antidrogue reposant sur quatre piliers : promotion de la santé, réduction des risques, traitement et actions des forces de l'ordre. Le gouvernement s'est également engagé à élaborer une stratégie nationale de lutte contre le crime organisé, impliquant une collaboration entre les autorités fédérales et cantonales.

Les acteurs non étatiques, notamment les ONG et les médias, jouent un rôle important dans la lutte contre le crime organisé en Suisse. Les ONG se concentrent sur la défense des droits des victimes et sur les campagnes de sensibilisation liées à la traite des personnes. Le paysage médiatique est généralement libre, même si les journalistes d'investigation sont exposés à des risques juridiques lorsqu'ils enquêtent sur de la criminalité financière en raison des lois strictes relatives au secret bancaire. La Suisse occupe une place très élevée dans les classements relatifs à la liberté de la presse, bien que certaines restrictions d'accès aux documents gouvernementaux aient entravé le travail d'enquête. Malgré ces défis, la société civile reste activement engagée dans la promotion de la responsabilité et dans la défense de mesures anticorruption plus strictes.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.